



INJONCTION PARADOXALE

Comment qualifier autrement le mail récent de notre directrice par intérim enjoignant l'ensemble des collègues à « être exemplaires » en déclarant en ligne leurs revenus. Pouvons nous oublier que le taux de télédéclarants est à la fois un prétexte et à la fois un marqueur pour les suppressions d'emplois ! Lesquelles entraînent chaque année une nouvelle dégradation des conditions de vie au travail. Encore plus grave, les décideurs sont en train d'imaginer l'obligation progressive pour toute la population de télé-déclarer leur 2042 ! Cette obligation serait de nature à rompre l'égalité devant l'impôt tant on sait que les fractures numériques accompagnent les fractures sociales. **La CGT dénonce** cette illusion des technocrates d'une e-administration sans guichet et avec un minimum d'agent-es. Nous avons besoin au contraire d'un haut niveau d'emplois pour remplir nos missions, dans le respect des contribuables et des conditions de travail des agents des Finances. Conscients que l'automatisation de certaines tâches peut être un progrès, nous exigeons que les gains de productivité soient partagés avec les salarié-es et non utilisés contre eux. Cela passera obligatoirement par la réduction du temps de travail. **La CGT**, dans le sens du progrès social, **va débiter** très prochainement une vaste campagne pour les 32h00. **En attendant, nous continuerons à déposer nos déclarations de revenus sur les formulaires papiers.**

Face au côté obscur du travail



**que le rapport de force
soit avec vous.**

SECURITE : 1, LIBERTE : 0

Le 5 mai, les députés ont voté le projet de « loi renseignement » après une procédure d'urgence. Ce

projet, affirme la ligue des droits de l'Homme, « entérine les pratiques illégales des services et met en place, dans de vastes domaines de la vie sociale, des méthodes de surveillance intrusives ». « Tous les citoyens sont concernés » prévient la LDH car le projet assoit encore davantage « la criminalisation de l'action syndicale ou sociale » et menace les libertés politiques. Le projet de loi est totalement flou, semble inefficace contre le terrorisme mais autorise la surveillance tous azimuts (politique, économique). Laisser agir en roue libre les services secrets, **sans contrôle judiciaire** est un mauvais coup porté à la démocratie. C'est potentiellement, une « loi des suspects » ter.

À ce titre, 18 organisations syndicales se sont prononcées contre ce texte. **Cette surveillance généralisée sera de plus contre productive.** Avec une marge de 1 % d'erreur, cela ferait 600 000 « terroristes » sous surveillance en France, inutile de vous dire que c'est ingérable et paralysera les services de renseignement...

REVEZ DEMAIN, C'EST FERME

Vous avez sans doute pu lire [les deux expressions de la CGT Finances Publiques 44 au sujet de la fermeture tous les après midi des trésoreries](#) dans les communes de moins de 10 000 habitants. Nous nous sommes adressés aux élu-es locaux et à la presse, et nous avons eu en retour 3 articles dans Ouest France. Véritable campagne de sensibilisation contre le recul des services publics, nous sommes allés distribuer sur les marchés de plusieurs communes concernées. En même temps, nous en avons profité pour avoir des retours des collègues directement concernés. Ainsi à **Ancenis**, les agents n'étaient pas d'accord pour fermer plus de deux après midi par semaine, et encore, parce qu'avec 3 départs en retraite non remplacés, ils ne pouvaient guère faire autrement. Et au passage, les collègues sont inquiets au sujet d'un éventuel déménagement du poste, car la mairie aimerait récupérer les locaux. A **Bouaye**, les agents étaient aussi contre réduire encore les plages d'ouverture avec eux aussi, déjà deux après midi de fermeture. Ils nous ont fait part de leur mécontentement de récupérer bientôt des régies de recette avec pas mal de numéraire. A **Pontchâteau**, autant certains collègues réclamaient l'extension des fermetures en novembre dernier, car le poste était « coulé », autant aujourd'hui, avec deux renforts, la situation est stabilisée et ils ne comprennent plus l'intérêt des fermetures. **Comme quoi, le nœud du problème est bien l'emploi en nombre suffisant.** Partout, les collègues nous ont fait part de leurs inquiétudes quand à l'avenir du réseau. À noter que les usagers sont nombreux à se présenter au guichet même si dans la période, il y a beaucoup de questions « impôts ». Au passage, les agents des trésoreries sont dans l'incapacité de répondre à toutes les questions fiscales et en plus, doivent faire face à l'agressivité des contribuables quand ils leur disent qu'ils n'ont pas d'imprimés à distribuer !

